

**DISCOURS PRONONCE PAR L'AMBASSADEUR ALBERT SHINGIRO, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT AU NOM DE SON EXCELLENCE EVARISTE NDAYISHIMIYE, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI A L'ACCASION DE LA 38EME CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UNION AFRICAINE SUR LE RAPPORT RELATIF A LA PAIX ET A LA SECURITE EN AFRIQUE**

*Addis-Abeba, 16 février 2025*

**Au Nom de Dieu, le Tout Puissant, Tout Miséricordieux,**

**Excellence Monsieur le Président de l'Union Africaine,  
Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de  
Gouvernement, Distingués invités,**

- 1. c'est avec une grande responsabilité que je prends la parole dans ces assises, et salue la grande sagesse et le leadership avec lesquels, Monsieur le Président, vous conduisez ces travaux.**
- 2. En deux décennies, le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine a été un instrument pour la prévention des conflits et la stabilisation de notre continent. Nous devons reconnaître son rôle fondamental, mais aussi admettre qu'il reste encore beaucoup à faire.**
- 3. Même si nous discutons, aujourd'hui, d'un rapport qui couvre la période du 1er janvier au 31 décembre 2024, il est à regretter que cette réunion se tient alors qu'une large partie du territoire d'un État membre, la République Démocratique du Congo, demeure sous occupation**

illégal, en violation flagrante des principes du droit international, des accords régionaux et des engagements pris au sein de notre organisation.

Cette réalité est un rappel brutal des défis auxquels nous faisons face.

4. L'année écoulée a été marquée par la résurgence des conflits armés, des tensions politiques et des attaques terroristes dans plusieurs régions du continent.

La situation dans l'Est de la RDC est un exemple criant.

La prise de Goma par le M23 soutenu par le Rwanda et l'occupation prolongée de vastes zones de ce pays frère montrent combien nos mécanismes de paix restent fragiles, et combien l'impunité alimente l'instabilité.

Les populations locales, épuisées par des décennies de violence, attendent de nous des actions concrètes pour restaurer la paix et la sécurité.

5. Au-delà de ce conflit, nous devons reconnaître que le programme "Faire taire les armes en Afrique d'ici 2030" peine à produire les résultats escomptés.

Il est temps d'un examen de conscience collectif. Si nous voulons réellement faire taire les armes, nous devons aller au-delà des déclarations et adopter une approche plus ferme et cohérente.

Pour éviter l'embrasement régional du conflit en RDC, le Burundi, pays épris de paix et d'égalité, respectueux des principes de la charte des Nations Unies, propose le plan de paix suivant :

6. Premièrement j'interpelle la communauté internationale à sortir de l'inertie pour éviter des conséquences néfastes suite à la détérioration de la sécurité à l'Est de

la RDC. Si rien n'est fait dans l'immédiat, la crise en RDC risque de se transformer en une guerre régionale.

7. La communauté internationale ne doit plus croiser les bras sous peine de voir chaque pays se débrouiller pour sécuriser ses citoyens. Nous avons vu certains États membres prendre **des décisions difficiles** pour protéger leur souveraineté et assurer la sécurité de leurs citoyens. C'est le cas du Burundi qui, malgré notre attachement aux principes de paix et de coexistence pacifique avec nos voisins, avons été contraints de fermer notre frontière avec le Rwanda, pour des impératifs de sécurité nationale.

Comme mentionné dans le rapport du CPS sous analyse, cette mesure répondait à des allégations avérées de soutien du Rwanda à des éléments terroristes qui ont semé la désolation sur notre territoire. Face à cette menace, il sied de souligner que les Burundi seront toujours prêts à protéger et défendre leur Patrie.

8. Deuxièmement, si le Rwanda justifie sa présence en RDC par l'objectif de combattre les FDLR, une solution pacifique est à prioriser pour éviter que les citoyens congolais soient proie aux massacres par l'armée rwandaise.

Le Rwanda retirerait ses forces armées de la RDC, et la communauté internationale participerait activement au démantèlement de toutes les forces négatives en RDC, dont les FDLR.

Aujourd'hui, le constat amer est que la majorité des personnes tuées sur le champ de bataille sont des civiles congolais et non les FDLR.

9. Quant à la question du M23, elle n'est pas non plus difficile à résoudre si les responsables de ce mouvement ont la bonne volonté.

Si ce mouvement se revendique congolais, il n'a qu'à emprunter le chemin du processus de paix inter-congolais sous les auspices du Président UHURU, facilitateur désigné de la Communauté Est Africaine, afin de permettre aux congolais de trouver des solutions congolaises aux problèmes congolais sans interférence étrangère.

Le démantèlement de tous les groupes armés, locaux et étrangers, dont le FDLR, suivi de leur retour à leur pays d'origine rassurerait tous les pays voisins ayant des groupes armés opérant en RDC dont le Rwanda.

Excellence Monsieur le Président,

10. Je ne saurais clore mes propos sans appeler à un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel en RDC pour donner la chance à la paix et permettre à l'assistance humanitaire d'atteindre les personnes civiles dans le besoin.

Ce cessez-le-feu permettrait aussi de créer un environnement favorable au dialogue inter-congolais et d'épargner des vies humaines, y compris celles des femmes et des enfants.

11. **En conclusion**, nous devons renforcer le Conseil de Paix et de Sécurité. Cela passe par un financement plus conséquent des opérations de paix.

Nous devons aussi accélérer l'opérationnalisation de la Force Africaine en Attente, pour que notre continent

**puisse répondre avec ses propres moyens aux crises qui surviennent. Enfin, il est crucial d'instaurer une coordination plus forte entre les organisations régionales et internationales et l'Union Africaine car l'union fait la force.**

**Je vous remercie de votre aimable attention !**